

1. Diagnostic du territoire

1.1. Diagnostic du territoire en matière de démographie, de cohésion et de tissu social

- **Constat n°1 : un territoire jeune et une démographie dynamique :**

Le territoire de la Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou compte parmi les territoires les plus jeunes du département de Maine-et-Loire, l'ensemble des classes d'âge de plus de 40 ans y étant ainsi sous-représenté.

Par ailleurs, il connaît depuis la fin des années 1990 une nette dynamique de rajeunissement, à l'œuvre dans l'ensemble de ses bassins de vie. Cette dynamique démographique se trouve portée tant par les soldes migratoires que par les soldes naturels, l'effet des premiers tendant au redressement des seconds. En effet, le territoire n'a cessé d'attirer les citoyens qui souhaitent délaisser la métropole angevine, le foncier y étant disponible à un prix accessible et avantageux (en comparaison avec les territoires limitrophes, la moyenne de prix du foncier y est inférieure à celle du département pour les logements anciens et se trouve dans la fourchette basse pour les logements neufs). De nombreux primo-accédants ont donc choisi la Communauté de communes pour leur première acquisition. Ces jeunes ménages ou couples en âge de fonder une famille qui s'installent sur le territoire ont contribué dès lors au rajeunissement de la population, les nombreuses naissances engendrant une diminution automatique de l'âge moyen de la population. Dans ce contexte, la population des Vallées du Haut-Anjou n'a cessé de s'accroître à compter de la fin des années 1970 avec une véritable accélération de ce phénomène depuis les années 2010.

- **Constat n°2 : un territoire au profil composite, où rural se conjugue avec périurbain :**

Le tissu social de la Communauté de communes présente les caractères d'un territoire de transition, qui est partie prenante des deuxième, troisième et quatrième couronnes de l'agglomération angevine en même temps que des composantes plus rurales du reste du pays sègréen. Des populations dont les niveaux de revenus sont ceux de territoires ruraux y côtoient des groupes sociaux d'origine urbaine, dont le niveau de ressources se rattache plutôt aux références intermédiaires des territoires urbains, typiques des populations de primo-accédants en périphérie des grandes villes. Exception faite des agglomérations d'Angers, Saumur et Cholet, le territoire de la Communauté de communes se présente comme celui qui fédère les éléments socialement les plus composites au sein d'une même organisation.

- **Constat n°3 : un tissu social équilibré présentant toutefois de nets contrastes territoriaux :**

Le profil du territoire de la Communauté de communes pris dans son ensemble ne le prédispose pas à concentrer des groupes sociaux en difficultés au sein de poches de précarité importantes. Il ne se distingue pas par des proportions anormalement élevées d'allocataires des minimas sociaux tandis que les revenus médians par secteurs n'y sont pas très éloignés du niveau du revenu médian départemental (celui du bassin de vie du Lion d'Angers lui étant même supérieur).

Cependant, il convient de souligner que les trois bassins de vie de la Communauté de communes, en l'occurrence celui de la région du Lion-d'Angers, celui du Haut-Anjou et celui de l'Ouest-Anjou, présentent entre eux des contrastes non négligeables. (i) La richesse se concentre dans le bassin de vie de la région du Lion d'Angers. Cœur démographique et économique de la Communauté de communes, jouissant d'un positionnement stratégique avec la métropole angevine et profitant des flux de cette dernière, il connaît un revenu médian plus élevé dans toutes ses communes que dans celles des deux autres bassins de vie tandis que le taux de pauvreté y est inférieur à la moyenne

départementale. (ii) Le bassin de l'Ouest-Anjou bénéficie également d'un accès relativement facile à la métropole angevine ainsi que d'une relative autonomie économique : le revenu médian y est plutôt élevé et son taux de pauvreté se situe en-dessous de la moyenne départementale. (iii) En revanche, le bassin de vie du Haut-Anjou présente une situation différente. Plus éloigné d'Angers Loire Métropole, l'accès aux équipements et services y est moins aisé, la population moins jeune, avec une croissance démographique plus faible. Le taux de pauvreté y est supérieur à la moyenne départementale, comme en attestent certains indicateurs : taux de chômage, nombre d'allocataires du RSA, taux de ménages en situation de vulnérabilité énergétique résidentielle ou transports. Une analyse centrée sur les plus bas revenus y fait même apparaître ce qu'il est possible de qualifier de poche de pauvreté.

- Au vu de l'ensemble de ces constats et au regard notamment du caractère composite de sa sociologie, il apparaît que la Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou est aujourd'hui confrontée à un double enjeu : (i) d'une part un **enjeu de cohésion territoriale inter-bassins**, (ii) d'autre part un **enjeu de cohésion du tissu social** lié à la fois (ii-1) au besoin d'affirmation d'une dynamique générale suffisamment inclusive afin de prévenir au mieux le risque à terme d'un certain délitement à bas bruit du tissu social sur des critères de pauvreté ou de précarité, (ii-2) à un enjeu croissant d'enracinement commun et de convergence des modes de vie entre des populations natives, de culture plutôt rurale, et des nouveaux habitants, plutôt portés par des usages et des besoins urbains.

Population [source : INSEE-RP]			
Territoire	Population totale en 2017	Evolution de la population entre 2007 et 2017	Taux d'évolution de la population entre 2007 et 2017
CC des Vallées du Haut-Anjou	36 218	+ 4 687	+ 14,9%
Maine-et-Loire	813 493	+ 42 891	+ 5,6%
Pays-de-la-Loire	3 757 600	+ 275 013	+ 7,9%
France métropolitaine	64 639 133	+ 2 844 126	+ 4,6%

1.2. Diagnostic du territoire en matière d'habitat

- Constat n°1 : un territoire quasi entièrement inscrit dans l'aire urbaine angevine :

Le territoire de la Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou est presque tout entier partie prenante de l'aire urbaine angevine.

Les communes de la Communauté de communes qui relèvent de cette dernière sont majoritairement comprises dans sa quatrième couronne, la plus lointaine (à l'exception des communes de Saint-Augustin-des-Bois, de Bécon-les-Granits, de Brain-sur-Longuenée, de Sceaux-d'Anjou et de Juvardeil qui appartiennent à la troisième couronne). La commune de Grez-Neuville appartient, quant à elle, à la seconde couronne. Dans les analyses couramment menées à l'échelle départementale, les communes des deuxième et troisième couronnes sont comptées parmi les communes périurbaines, les autres étant rattachées à l'espace rural.

- Constat n°2 : une dynamique de l'habitat porteuse d'un enjeu de renouvellement et de facilitation des parcours résidentiels :

A l'instar de l'ensemble des espaces ruraux et périurbains angevins, le territoire de la Communauté de communes est fortement concerné par la hausse de la proportion des personnes vivant seules et des couples sans enfants, en même temps que par la montée de la présence des familles

monoparentales, particulièrement dans l'espace périurbain. Ces évolutions contribuent à orienter, en moyenne, vers des besoins de logements comptant moins de pièces. Ces évolutions ont une incidence importante sur la taille des ménages, dont la diminution est toutefois ralentie à proportion de l'intensité des flux migratoires, et notamment des arrivées de jeunes ménages et de familles intéressant chaque bassin de vie : plus ces flux sont importants et moins le desserrement est rapide. Il s'est même interrompu dans le cas du bassin de vie du Lion d'Angers. Il en résulte un mouvement apparemment paradoxal : la concomitance de la poursuite de la hausse de la taille moyenne des logements par ménage (desserrement) et de la montée de besoins de logements comportant moins de pièces. Ces inflexions doivent être traduites par une adaptation des caractéristiques du parc existant et des orientations de la construction.

Dans un contexte général où la part du budget des ménages allouée au logement a eu tendance à fortement augmenter ces dernières années, l'attractivité résidentielle du territoire de la Communauté de communes a reposé jusqu'à présent sur la conjonction de deux facteurs, à savoir la capacité du territoire à offrir (i) un logement à un coût moindre que dans le cœur de l'agglomération angevine ainsi que (ii) des niveaux absolus de prix d'acquisition de logements en rapport avec les capacités des acquéreurs. Or, un certain nombre de réformes conduites récemment par l'Etat (suppression de l'APL accession, recalibrage du prêt à taux zéro) ont eu pour effet de compliquer l'amorçage du parcours résidentiel en acquisition dans l'aire urbaine angevine, pour des ménages à revenus modestes ou intermédiaires, alors même que se poursuit la hausse du coût du foncier. Dans ce contexte, il est important que le territoire des Vallées du Haut-Anjou, pour maintenir son attractivité, parvienne à favoriser des conditions d'amorçage des parcours résidentiels aussi fluides que possible, par exemple en diversifiant la gamme des propositions, notamment locatives.

- **Constat n°3 : des enjeux renouvelés des politiques de l'habitat en lien avec les bourgs :**

La lutte contre l'étalement urbain ainsi que la réduction de la consommation des terres agricoles à des fins d'urbanisation résidentielle, économique ou de l'artificialisation des sols, sont devenus des objectifs centraux des politiques d'urbanisme. Dans ce cadre, le SCoT de l'Anjou bleu a notamment prévu, pour le territoire, que des proportions minimales de 10 à 20 % des logements à produire le soient à l'intérieur des enveloppes urbaines des bourgs et que les opérations en extension respectent des densités minimales allant de 15 à 20 logements à l'hectare selon le type de communes et de pôles. Le foncier disponible va dès lors probablement passer du statut de ressource abondante à celui de ressource beaucoup plus rare, la contrainte pouvant alors ne plus seulement tenir au prix mais aussi à l'existence même de foncier disponible. Anticiper cette échéance et disposer du temps nécessaire pour intégrer cette inflexion dans les politiques, constitue un enjeu très structurant de l'évolution du territoire des Vallées du Haut-Anjou en fort développement démographique, dont l'un des arguments centraux d'attractivité a jusqu'à présent été de disposer de foncier adossé à un environnement campagnard (c'est-à-dire justement en extension sur les espaces agricoles et naturels) et moins cher que dans les agglomérations, car jusqu'alors abondant. Dans un contexte de réduction des possibilités d'urbanisation en extension, la valorisation des opportunités de construction à l'intérieur de l'enveloppe urbaine des bourgs (« dents creuses ») ou de valorisation des logements qui y existent déjà, tend à devenir prioritaire. Dans cette perspective, la Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou a déployé deux opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH), dont l'une est une opération d'OPAH-Renouvellement urbain. De la même façon, la résorption de la vacance dans les centres-bourgs constitue un enjeu majeur.

- Les orientations retenues en matière d'urbanisme et de politique d'habitat ne manqueront pas de soulever pour le territoire des Vallées du Haut-Anjou **de réelles questions à fort enjeu identitaire**. (i) Mener un effort d'adaptation des modes d'urbanisation du territoire en vue de

préserver sa capacité légale à demeurer un territoire d'accueil de flux résidentiels suppose de faire le pari que l'agrément des nouvelles formes urbaines ainsi mises à jour, combiné aux ambiances particulières que le territoire est à même de proposer en alternative à celles d'une grande agglomération (tissu de proximité, caractère patrimonial, ambiances campagnardes et patrimoine naturel, équipements et services, emploi local, ...), seront de nature à permettre le renouvellement de son attractivité. (ii) Symétriquement, limiter cet effort d'adaptation en contrepartie d'une réduction significative des flux résidentiels irriguant le territoire, conduit également à affecter, d'une autre façon, le cœur de ce qui fait actuellement l'identité du territoire, en tant que territoire de flux et de mixités.

Logements [source : INSEE-RP]						
Territoire	Nombre de résidences principales en 2017	Evolution du nombre de résidences principales entre 2007 et 2017	Taux d'évolution du nombre de résidences principales entre 2007 et 2017	Nombre de résidences secondaires et logements occasionnels en 2017	Evolution du nombre de résidences secondaires et logements occasionnels entre 2007 et 2017	Taux d'évolution du nombre de résidences secondaires et logements occasionnels entre 2007 et 2017
CC des Vallées du Haut-Anjou	14 046	+ 2 137	+ 17,9%	619	+ 21	+ 3,5%
Maine-et-Loire	355 093	+ 33 287	+ 10,3%	12 044	+ 1 649	+ 15,9%
Pays-de-la-Loire	1 658 198	+ 184 963	+ 12,6%	214 188	+ 2 435	+ 1,1%
France métropolitaine	28 734 433	+ 2 381 618	+ 9,0%	3 419 926	+ 337 926	+ 11,0%

Artificialisation des sols [source : OCSGE, observatoire de l'artificialisation, INSEE]					
Territoire	Taux d'artificialisation	Evolution du taux d'artificialisation entre 2013 et 2016	Espaces artificialisés en hectares en 2016	Evolution des espaces artificialisés entre 2013 et 2016 en hectares	Espaces artificialisés supplémentaires par habitant entre 2011 et 2019 en m ²
CC des Vallées du Haut-Anjou	7,4%	+ 0,2	4 875,8	+ 91,6	+ 623,5
Maine-et-Loire	10,5%	+ 0,1	75 212,9	+ 812,5	+ 907,5
Pays-de-la-Loire	10,7%	+ 0,1	349 749,7	+ 4 863,6	+ 773,8
France métropolitaine	-	-	-	-	+ 844,3

1.3. Diagnostic du territoire en matière d'économie

- **Constat n°1 : un territoire très actif, connaissant un développement de type résidentiel :**

Le territoire de la Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou se caractérise par un niveau d'activité particulièrement élevé. En témoignent une population d'âge actif très importante (en l'occurrence population âgée de 15 à 64 ans) et des taux d'activités conséquents, correspondant à ceux de bassins de main-d'œuvre associés à des activités productives ou artisanales (industrie manufacturière, agriculture, construction, etc.).

Si la population active connaît une croissance relativement rapide sur le territoire, le nombre d'emplois créés dans les Vallées du Haut-Anjou augmente toutefois à une vitesse moindre. Ainsi, l'indice d'attractivité économique (IAE) est passé de 59% à 57% entre 2010 et 2015 pour l'ensemble du territoire, évolution partagée sur cette période par chacun des trois secteurs d'emploi principaux du territoire. Avec, à l'heure actuelle, un IAE de 57%, les Vallées du Haut-Anjou se présente comme un territoire moyennement résidentiel, conservant un niveau d'autonomie qui atteste du maintien

de dynamiques d'emploi issues de son histoire de territoire rural productif et progressivement complétées par des dynamiques d'activités plus urbaines. Cette vision moyenne masque toutefois des contrastes territoriaux très forts : si les pôles d'emploi du Lion d'Angers, Châteauneuf-sur-Sarthe et Champigné constituent pour les actifs des pôles d'attraction à l'échelle d'un bassin plus large, le reste du territoire est très résidentiel. Par ailleurs, les trois bassins de vie du territoire présentent des profils d'évolution contrastés : en croissance résidentielle pour celui de Lion d'Angers, en développement résidentiel défensif pour le Haut-Anjou et en croissance autonome pour Ouest-Anjou, qui part d'une situation très résidentielle.

Le tissu d'emplois apparaît sur le plan géographique comme relativement concentré. Les trois pôles d'emploi du territoire, localisés au Lion d'Angers et dans le bassin du Haut-Anjou, concentrent plus de la moitié du total des emplois tandis que les centralités principales de la moitié ouest du territoire représentent, pour leur part, environ un tiers du total des emplois. Le territoire connaît des taux de chômage modérés, avec toutefois une poche significative de chômage de longue durée, localisée sur le pôle de Châteauneuf-sur-Sarthe.

- **Constat n°2 : une base d'activités productives et artisanales exprimant un positionnement intermédiaire entre un territoire rural et péri-urbain :**

La structure sectorielle du territoire des Vallées du Haut-Anjou présente un poids important de l'agriculture, de même qu'une certaine activité dans la construction. Quant au poids des services publics, il exprime notamment la représentation sur le territoire du secteur de l'hébergement médico-social. Le niveau général de l'industrie manufacturière reflète le poids normal de ce secteur dans la structure d'emplois d'un territoire rural sans orientation industrielle particulière (ces emplois sont surtout présents dans les pôles du Lion d'Angers et de Châteauneuf-sur-Sarthe). Enfin, le poids très modéré des services marchands exprime le fait que la mutation de l'économie du territoire vers une économie plus urbaine n'est que très partiellement amorcée.

Dans ce contexte, l'attractivité des parcs d'activités constitue un enjeu très important pour la localisation de l'emploi sur le territoire. Le SCoT a défini un maillage hiérarchisé entre zones stratégiques, zones structurantes et zones de proximité. Il appartient au territoire de donner un contenu à cette trame générale, au plan opérationnel, de l'animation, et de la promotion, et à mettre en cohérence les actions qui relèvent de la gestion des parcs d'activités avec celles qui relèvent de l'affirmation des centralités et, le cas échéant, de l'accompagnement dans la formation et l'insertion.

- **Constat n°3 : un secteur agri-alimentaire dont le maintien et le développement constituent un enjeu majeur pour le territoire :**

L'agriculture constitue un marqueur essentiel du territoire et le point de référence majeur se rapportant à la composante rurale de son identité. Du point de vue spatial, le sol du territoire est ainsi majoritairement dédié à l'agriculture, puisque la surface agricole utile (SAU) représente près des trois-quarts de sa surface totale (74%) pour un peu moins de 500 exploitations en 2016.

Or, le secteur agricole est confronté aujourd'hui à de réelles difficultés, à l'heure où les incertitudes sur son avenir interfèrent avec le renouvellement générationnel des agriculteurs, la démographie de la profession entraînant un nombre important de départs en retraite (une trentaine d'installations par an sur le territoire de la Communauté de communes pour 60 à 70 départs à la retraite).

Pourtant, ce secteur est dépositaire d'enjeux centraux pour le territoire : (i) il est partie prenante d'un système agri-alimentaire qui pèse beaucoup plus lourd encore que la proportion déjà très importante de 12% d'actifs directs qu'il représente ; (ii) il est le premier acteur du maintien des paysages bocagers et des milieux naturels emblématiques du territoire (or, la question de la gestion à long-terme des ressources en eau du territoire, ainsi qu'une partie de son identité perçue (enjeux

résidentiels et touristiques) sont directement liés à ce maintien du bocage) ; (iii) il a vocation à participer à la mise en valeur de la qualité d'accueil du territoire : produits locaux, hébergement rural, sentiers de randonnée, etc.

- **Constat n°4 : des enjeux autour de l'émergence d'une économie plus urbaine :**

La répartition sectorielle des emplois du territoire fait apparaître une relative faiblesse des emplois de services marchands. Or, parmi ces derniers figurent notamment les activités immobilières, les activités juridiques et d'architecture, les activités financières et d'assurances, les activités de services administratifs et de soutien, les arts, spectacles et activités récréatives, l'hébergement et la restauration, autant d'activités pour lesquelles la proximité de l'agglomération angevine ne constitue pas un frein à leur implantation dans les territoires péri-urbains, donc candidates par nature aux phénomènes de desserrement qui affectent les cœurs d'agglomérations et qui, en ce sens, pourraient être davantage présentes sur le territoire de la Communauté de communes.

Des synergies pourraient probablement se développer avec des politiques portées, par ailleurs, par les collectivités et favorisant l'émergence de services technologiques, qui s'interpénètrent aujourd'hui de plus en plus avec les activités productives traditionnelles : les politiques émergentes en faveur de la diffusion des usages numériques (Innov'Num), le développement du co-working ou du travail à distance depuis chez soi, ou les politiques en lien avec la prévention de la dépendance et à l'interface avec le développement de solutions autour de la maison intelligente, etc.

- Au vu de l'ensemble de ces constats, il apparaît que la Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou est aujourd'hui confrontée sur le plan économique à un double enjeu : (i) d'une part un **enjeu d'attractivité économique, notamment autour des zones d'activités économiques** qui sont des outils essentiels pour favoriser la création d'emplois sur le territoire, (ii) d'autre part un **enjeu autour du maintien et de la préservation du secteur agricole**, important tant en termes économiques que patrimoniaux, environnementaux et identitaires, (iii) enfin un **enjeu autour de l'émergence d'une économie plus urbaine**.

Agriculture et alimentation locale [source : RGA, Agence Bio]				
Territoire	Nombre d'exploitations agricoles (2010)	Surfaces agricoles utiles (2010, hectares)	Nombre d'exploitations engagées en agriculture biologique (2019)	Surfaces agricoles utiles engagées en agriculture biologique (2019, hectares)
CC des Vallées du Haut-Anjou	722	47 461	66	3 992
Maine-et-Loire	8 176	454 520	982	49 694
Pays-de-la-Loire	34 344	2 099 819	3 477	214 906
France métropolitaine	489 977	26 840 274	-	-

1.4. Diagnostic du territoire en matière environnementale, patrimoniale et touristique

- **Constat n°1 : une qualité des milieux naturels au cœur de l'identité du territoire :**

S'il n'abrite pas un nombre important de zones protégées, le territoire des Vallées du Haut-Anjou est en revanche le siège d'une biodiversité riche, attachée à un maillage bocager particulièrement dense et à des ressources aquatiques nombreuses (territoire traversé par trois rivières principales, présence de mares et zones humides). Soucieuse de préserver le paysage bocager, la Communauté de communes s'emploie à mettre en œuvre une politique de restauration articulée autour des trois

axes suivants : restauration des mares communales, restauration des haies (et mares) aux abords des circuits de randonnées patrimoniaux, restauration des complexes bocagers. Parallèlement, dans une logique similaire de protection, le SCoT de l'Anjou Bleu prévoit le classement en « espaces boisés classés » ou au titre de la loi Paysage, les linéaires bocagers placés dans les corridors de biodiversité identifiés dans le cadre de la trame verte et bleue du territoire. Toutefois, au-delà de ces mesures de préservation, il convient de souligner que les évolutions et les incertitudes qui affectent aujourd'hui l'ensemble de l'agriculture, et singulièrement les filières d'élevage bovin, conduisent, de façon générale, à une fragilisation du maillage bocager, voire à la poursuite de sa régression. D'où l'impérieuse nécessité pour les collectivités d'encourager le maintien de l'élevage bovin localement (quand bien même leurs marges de manœuvre en la matière sont limitées), en favorisant par exemple sur le territoire la mise en place d'une filière de bois énergie qui utiliserait le bois local et permettrait ainsi de donner, pour les agriculteurs, une valeur économique au maintien de l'exploitation du bocage.

Dans le contexte de dérèglement climatique à l'œuvre actuellement, et sachant que le territoire n'abrite pas un grand nombre de points de captage d'eau potable les questions de gestion de l'eau appellent deux types d'enjeux contrastés : d'une part, la maîtrise des crues dans les basses vallées angevines et le bassin de l'Oudon, d'autre part, la gestion des niveaux d'étiage, dans les périodes de sécheresse, au regard notamment des concurrences d'usages (agriculture, navigation,...). A noter que, dans ce contexte, la préservation du paysage bocager contribue également à mieux fixer l'eau dans les sols et ainsi à faciliter la conservation de cette précieuse ressource.

- **Constat n°2 : un probable défi énergétique à relever :**

A l'échelle du pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Segréen a été engagée l'élaboration d'un plan climat air énergie territorial (PCAET), afin de doter le territoire d'une réelle stratégie en vue de l'amélioration à terme de son bilan GES (gaz à effet de serre) et énergétique.

S'agissant de la réduction des consommations d'énergie, dans le secteur résidentiel, des enjeux importants existent autour de la performance énergétique des logements, ces derniers étant traités ou à traiter notamment dans le cadre des politiques de l'habitat.

En ce qui concerne la production d'énergie, le développement d'une filière de production de biométhane, s'appuyant sur le recyclage énergétique de déchets et de sous-produits de l'agriculture, pourrait offrir une double réponse adaptée (i) tant à la problématique du bilan négatif des territoires d'élevage, lié au dégagement de GES par les ruminants (ii) qu'à la nécessité de l'augmentation de la production d'énergies renouvelables et décarbonées. Le territoire dispose également d'un potentiel de déploiement d'éoliennes sur une bonne partie de la moitié ouest de sa surface. Quant à la filière du solaire photovoltaïque, la Communauté de communes envisage de déployer un cadastre solaire sur le territoire, c'est-à-dire de réaliser une cartographie du potentiel solaire du territoire, en vue de la mettre à disposition du public à l'aide d'un outil SIG.

Enfin, à la différence d'autres territoires comparables du département, les Vallées du Haut-Anjou ne compte pas de recyclerie, type de services associés à des programmes d'insertion portés par des organismes relevant de l'économie solidaire et qui, au vu du profil démographique et sociologique du territoire, pourraient pourtant présenter un double intérêt tant environnemental que social.

- **Constat n°3 : une diversité d'ambiances patrimoniales porteuse d'enjeux communs et de contrastes identitaires :**

Le territoire présente un profil composite où rural et urbain se côtoient pour former une identité singulière.

Ainsi, le caractère rural du territoire fait partie de son histoire, 74% du sol y étant dédié à l'agriculture et, en termes d'emplois, 12% des actifs y travaillant pour l'agriculture. Cette activité économique imprègne les mentalités : la ruralité est un héritage que portent les habitants. Une

économie agricole diverse, un patrimoine bâti de caractère, un maillage bocager emblématique d'un environnement et de paysages naturels de qualité... autant de spécificités qui forgent l'identité du territoire.

Toutefois, si la ruralité imprègne le territoire, la Communauté de communes s'inscrit néanmoins dans l'aire urbaine de la métropole d'Angers. Par ailleurs, les Vallées du Haut-Anjou possèdent des bourgs dynamiques, avec en premier lieu Le Lion d'Angers. Dotés de services et de logements, ils constituent des zones plus « urbaines », permettant ainsi de qualifier le territoire de périurbain.

La Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou semble présenter une vraie personnalité de territoire de l'Ouest de la France, à en juger par la dynamique que manifeste sa société civile pour se mobiliser autour d'objectifs communs d'intérêt général, par la capacité de mobilisation et le talent de son tissu associatif. Il est intéressant de souligner que cet élément très différenciant en termes d'identité et de capacité de mobilisation collective autour de projets est présent d'un bout à l'autre du territoire.

- **Constat n°4 : un levier touristique de positionnement et de qualification du territoire :**

Les Vallées du haut-Anjou disposent en matière touristique de nombreux atouts. Territoire dépositaire, sur différents plans, de patrimoines de qualité (patrimoines historique, naturel, économique, architectural, etc.), il est situé au contact d'aires touristiques majeures, disposant d'une notoriété importante (Bretagne, Vendée, Saumurois, Maine et Perche, Vallée de la Loire,...). Par ailleurs, la progression en cours des connexions inter-régionales entre les grands itinéraires de randonnée pédestre et cyclable offre l'opportunité de tirer parti d'une position de carrefour potentiel aux approches d'Angers (Vélo Francette de la Normandie à l'Atlantique, débouché des sentiers bretons, Chemin de St Jacques, bords de Sarthe, ...) tandis qu'Angers métropole marque un grand intérêt pour développer ce secteur d'interfaces avec sa propre aire de respiration urbaine.

Si les Vallées du Haut-Anjou n'ont pas de tradition ancienne de démarche territoriale de valorisation touristique, au sein même de l'Anjou, une démarche de valorisation résidentielle et touristique fondée sur l'aménagement et la promotion d'itinérances et de circuits de randonnée a donc été engagée. Cette démarche articule plusieurs finalités de court et moyen-terme : tourisme de randonnée, excursions, promenades de proximité et loisirs, mobilités douces du quotidien,...

La stratégie touristique menée à l'échelle de l'Anjou Bleu doit notamment permettre de concrétiser son positionnement de carrefour, par la mise en valeur du territoire à partir des voies majeures que constituent les vallées de l'Oudon, de la Mayenne et de la Sarthe (volets aménagement, animation et promotion). Trois projets d'aménagement de voies vertes cyclables sont, dans ce cadre, en cours de déploiement, le long de ces dernières. Parallèlement, deux zones d'activités touristiques (ZAT) ont été créées autour respectivement de la Vallée de la Mayenne et autour de celle de la Sarthe.

La réflexion portée par le PETR et menée sur la définition de la stratégie touristique de l'Anjou Bleu, a conduit à opter pour un positionnement sur « l'Anjou de week-end et de courts séjours actifs », ce positionnement consistant à en faire une destination de l'Anjou à part entière, positionnée sur l'excursion et les loisirs actifs, pour une clientèle avant tout de proximité (1h30), mais qui s'adressera, bien évidemment, aux clientèles touristiques présentes sur le territoire, venues pour l'Anjou et ses sites majeurs. A cet égard, le territoire dispose d'une offre de loisirs qui génère des fréquentations importantes. En s'appuyant sur cette offre, le territoire doit pouvoir proposer l'ensemble des autres richesses qui lui sont propres (patrimoine minier sur le secteur du Béconnais, filière équestre prédominante sur le secteur du Lionnais, offre touristique riche basée sur le fluvial et l'environnement sur le secteur du Haut-Anjou).

Le développement d'une véritable stratégie touristique peut également contribuer à renforcer une identité commune à l'échelle du territoire, avec la diffusion d'une véritable culture d'accueil touristique (passant par l'engagement de projets par des opérateurs économiques ainsi que par le renouvellement et par l'enrichissement de l'offre d'hébergement, de restauration, et de services)

ainsi qu'avec l'émergence d'un esprit de cohésion autour de la valorisation pour compte commun des patrimoines diversifiés de tous ses bassins de vie.

- Au vu de l'ensemble de ces constats, la Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou doit veiller à **connecter sa stratégie de développement touristique avec tout un ensemble hétérogène de questions qui se posent dans la réflexion sur le développement de son territoire** : la préservation de l'environnement, la culture, la valorisation patrimoniale du territoire et les visages de son agriculture, etc. De surcroît, **dans un objectif de cohésion**, cette approche plus globale nécessite de **placer l'ensemble des bassins de vie au cœur de la démarche de qualification territoriale créée par le tourisme** : c'est-à-dire ceux pour lesquels l'implication dans cette dynamique relève de l'évidence (les secteurs des basses vallées angevines, quels que soient leurs bassins de vie), mais aussi les autres.

Climat / transition écologique [source : Basemis v5, INSEE-RP]					
Territoire	Emissions de gaz à effet de serre (2016, milliers de tonnes équivalent CO ² -kteqCO ²)	Emissions de gaz à effet de serre par habitant (2016, teqCO ² /hab)	Consommations énergétiques du territoire (2016, GWh)	Consommations énergétiques du territoire par habitant (2016, MWh/hab)	Production annuelle d'électricité renouvelable de biométhane (2019, en MWh)
CC des Vallées du Haut-Anjou	362	10,0	707	19,6	15 432
Maine-et-Loire	5 371	6,6	18 535	22,9	515 636
Pays-de-la-Loire	31 239	8,4	91 130	24,4	2 985 216

Rénovation énergétique [source : INSEE – Sirene, Ademe, DREAL, RPLS]							
Territoire	Nombre d'artisans et d'entreprises certifiées RGE (2021)	Nombre de passoires thermiques dans le parc de logement (2008)	Part des passoires thermiques dans le parc de logement (2008)	Nombre de copropriétés fragiles (2017)	Part de copropriétés fragiles (2017)	Nombre de passoires thermiques dans le parc social (2020)	Part des passoires thermiques dans le parc social (2020)
CC des Vallées du Haut-Anjou	59	2 813	23,1	0	0,0	74	4,2
Maine-et-Loire	1 059	52 672	16,2	200	4,2	1 647	2,6
Pays-de-la-Loire	4 628	236 249	15,8	1 364	5,0	4 129	1,8
France métropolitaine	56 122	6 787 412	25,5	-	-	178 058	4,4

Compatibilité des installations de traitement des eaux usées avec les normes européennes [source : MTE, Portail d'information sur l'assainissement communal]			
Territoire	Nombre de stations (2019)	Nombre de stations en conformité (2019)	Part des stations en conformité (2019)
CC des Vallées du Haut-Anjou	31	26	83,9%
Maine-et-Loire	414	301	72,7%
Pays-de-la-Loire	1 600	1 235	77,2%
France métropolitaine	21 650	16 537	76,4%

Captages [source : Agence régionale de santé des Pays-de-la-Loire]				
Territoire	Nombre de captages prioritaires (2021)	Nombre de captages prioritaires bénéficiant d'un plan d'actions (2021)	Nombre de captages prioritaires inclus dans un périmètre de protection (2021)	Part du territoire couvert par des périmètres de protection de captages (2021, %)
CC des Vallées du Haut-Anjou	1	1	5	18,1%
Maine-et-Loire	9	6	102	7,3%
Pays-de-la-Loire	47	42	477	12,5%

1.5. Diagnostic du territoire en matière de mobilité

- Constat n°1 : un réseau d'infrastructures et des flux domicile-travail qui articulent le territoire en premier lieu avec l'agglomération d'Angers :

L'essentiel des flux pendulaires domicile-travail se fait avec Angers Métropole de façon très dissymétrique, les flux étant principalement sortants. Quant au réseau routier, il rend très aisément accessible le territoire depuis et vers l'extérieur mais sa structure conforte l'orientation des flux vers l'agglomération angevine.

Le réseau ferré est pour sa part accessible pour les liaisons TGV et régionales (gares d'Angers, d'Ancenis et de Sablé) mais il est peu valorisable pour les liaisons avec Angers, notamment pour les déplacements domicile-travail (exception faite des secteurs proches d'Etriché et de Tiercé).

Enfin, un réseau de bus départemental assure une couverture très complète de la relation avec Angers depuis le Lion d'Angers ; en revanche, les lignes de maillage qui desservent les secteurs d'Ouest Anjou et du Haut Anjou ne bénéficient pas des mêmes flux et ne peuvent rationnellement assurer les mêmes fonctionnalités, ni pour ce qui est des déplacements domicile travail, ni pour ce qui est des déplacements du quotidien.

- Constat n°2 : un territoire très dépendant de la voiture individuelle :

La Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou est caractéristique des territoires placés en périphérie des grandes villes et qui présentent une dépendance radicale à la voiture individuelle (la part des ménages disposant de deux voitures ou plus est de l'ordre de 50%, aussi bien dans la composante rurale que dans la composante périurbaine du territoire). Il en résulte des parts modales pour les transports collectifs qui sont très faibles.

- Constat n°3 : un fort besoin en termes de mobilités alternatives :

Le plafonnement inévitable des services que peuvent rendre les transports collectifs massifiés (train, bus) sur le territoire (fréquence des liaisons, orientation des réseaux) crée des besoins aigus de développement de modes complémentaires et alternatifs de déplacements, qui sont au cœur des besoins de vie courante des habitants du territoire. Plusieurs enjeux forts se présentent à cet égard : favoriser les pratiques des diverses formes de covoiturage ; développer des modes doux de déplacement (non seulement mailler le territoire de voies vertes dans le cadre d'une approche de valorisation touristique mais également déployer de manière plus générale un réseau de voies vertes inter-bourgs à des fins de mobilité quotidienne) ; pérenniser ou développer des solutions à destination de publics spécifiques non autonomes (transport solidaire, etc.).

➤ Les questions de mobilité sur le territoire de la Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou revêtent une importance toute particulière, que ce soit notamment en termes d'**enjeu environnemental** (réduction dans la mesure du possible de la place de la voiture individuelle,

etc.), d'**enjeu de cohésion territoriale** (accompagnement des publics les moins mobiles, réduction du temps d'accès aux services et équipements, etc.) ou d'**enjeu de développement touristique**.

Mobilité [source : Open street map, RSVERO2, INSEE-RP]							
Territoire	Nombre de points de recharge électrique ouverts au public	Capacité d'accueil des parkings vélo (2021)	Part des ménages bimotorisés (2017, %)	Part des actifs cyclistes (2017, %)	Part des actifs automobilistes (2017, %)	Part du parc auto électrique, hydrogène ou hybride rechargeable (2020, %)	Mètres d'aménagements cyclables par habitant (2020)
CC des Vallées du haut-Anjou	33	18	52,9	1,3	85,6	0,35	0,22
Maine-et-Loire	889	380	40,4	2,9	79,8	0,49	0,75
Pays-de-la-Loire	2 943	2 966	40,9	2,8	79,0	0,47	0,83

1.6. Diagnostic du territoire en matière d'offres/accès aux équipements et services

- Constat n°1 : des enjeux autour de la jeunesse :

Le territoire de la Communauté de communes dispose d'un réseau non négligeable d'équipements et de services en matière de petite enfance, enfance, jeunesse et sports. De façon générale, la question de la jeunesse constitue un thème particulièrement important pour le territoire des Vallées du Haut-Anjou, pour au moins deux raisons : (i) parce que la jeunesse constitue l'un des marqueurs de son identité, du fait de sa sociologie et de sa dynamique démographique ; (ii) parce que l'aptitude du territoire à répondre aux besoins de sa jeunesse, avec ses potentiels et ses fragilités, ainsi qu'à être reconnu par elle, est un bon étalon de mesure de la capacité qui aura été la sienne à assimiler dans son propre modèle de fonctionnement et à intégrer dans sa propre identité, les influences urbaines au sein lesquelles il est en partie immergé ; la jeunesse constitue un miroir amplificateur de ces influences et donc un accélérateur, un repère des mutations du territoire.

- Constat n°2 : des enjeux prégnants autour de la culture :

L'offre en termes d'équipements de spectacle constitue l'un des rares domaines où le territoire des Vallées du Haut-Anjou se détache de manière homogène dans le sens d'une couverture moins favorable que les deux bassins voisins pris simultanément d'Angers Métropole et de Segré, avec une couverture plus problématique encore dans le secteur du Haut-Anjou.

La programmation culturelle repose dès lors sur deux échelles complémentaires, à savoir une échelle de mise en réseau, de coordination et de mobilisation de soutiens, qui est celle du PETR, et une échelle locale, en l'occurrence celle du tissu associatif présent dans les différents bassins de vie. Il en résulte une grande variété de spectacles et de manifestations qui se déroulent tout au long de l'année dans des sites divers. En revanche, ce domaine n'a jamais fait l'objet d'une prise en compte d'ensemble à l'échelle de la Communauté de communes.

A l'échelle du PETR, des partenariats avec l'Etat ont été jusqu'à présent conclus dans le cadre de contrats locaux afin de développer l'éducation artistique et culturelle, permettant de mettre en œuvre un grand nombre d'initiatives intéressantes (résidences d'artistes, rencontres, ateliers de pratiques artistiques, etc.) et d'assurer une animation territoriale.

Le réseau de l'école de musique de l'Anjou Bleu est organisé à l'échelle du PETR (sous forme d'un établissement public artistique territorial), permettant de mutualiser des moyens de grande qualité en termes d'encadrement et d'outils pédagogiques. Le réseau des 27 bibliothèques du territoire est

quant à lui géré à l'échelle de la Communauté de communes, issu de la reprise par la nouvelle entité communautaire de la compétence exercée antérieurement par les trois anciennes communautés de communes (les bâtiments étant restés aux communes). La gestion communautaire vise à tirer parti de l'effet d'un effet échelle territoriale en harmonisant les pratiques et en favorisant le fonctionnement en réseau : mutualisation des fonds avec création d'un catalogue collectif unique, circulation des documents (système de réservations et de navettes), harmonisation des tarifs, animations partagées et politique documentaire commune. Les bibliothèques mettent également en œuvre un programme d'animations tout au long de l'année. La fréquentation des bibliothèques du territoire est élevée (la totalisation des emprunteurs différents représente environ 11% de la population, en moyenne, à l'échelle du territoire de la CCVHA), notamment au regard du caractère encore limité du déploiement de l'offre sur le territoire. A ce titre, il convient de préciser que, si le réseau actuel couvre bien l'ensemble du territoire, si ce dernier est bien organisé et géré, il ne comporte pas en revanche, en termes d'équipements, de têtes de réseaux fortes (points classés en B1 ou B2).

- **Constat n°3 : des enjeux autour de la santé :**

Le territoire, rattaché à trois hôpitaux locaux (Château-Gontier, Châteaubriant, Ancenis) et inscrit dans un Contrat territorial de santé, est maillé par plusieurs maisons de santé pluriprofessionnelles. Une communauté professionnelle territoriale de santé a été montée à l'échelle du territoire de la Communauté de communes. En revanche, l'accès aux spécialistes demeure fragile sur le territoire (dont dentistes).

Le territoire est bien couvert en EHPAD. La question de la prévention de la perte d'autonomie fait l'objet de politiques actives, autour notamment de la constitution d'un réseau territorial d'acteurs de santé.

- **Constat n°4 : des enjeux autour des services sociaux et de l'emploi :**

En matière d'accès aux droits et à l'information, le territoire est engagé dans une démarche de long terme pour rapprocher les services publics et sociaux des habitants. Le modèle mis en place, à l'origine, par la Maison des services au public (MSAP) de Châteauneuf-sur-Sarthe, est en cours d'extension sur le reste du territoire.

En matière de développement social local, un centre intercommunal d'action sociale (CIAS) a été créé en 2018 ; au-delà de l'impulsion de politiques nouvelles (santé, seniors, mobilités, gens du voyage, ...), une partie de son action est centrée sur le décloisonnement et sur la coordination des services existants sur le territoire, en vue notamment d'en accroître l'efficacité et d'assurer une équité dans l'offre de services à la population.

- **Constat n°5 : des enjeux autour des usages numériques :**

Le numérique recouvre une dimension transverse à l'ensemble des facettes de la vie du territoire et constitue donc un point d'appui incontournable pour la conception et la mise en œuvre de l'ensemble de ses politiques. Le territoire de la Communauté de communes devrait faire l'objet d'un fibrage intégral en 2022 (FTTH). Un travail de fond a été engagé sur la diffusion des usages numériques (projet Innov'Num), en s'appuyant notamment sur la capacité d'innovation de la société civile. Cette question des usages numériques entre très fortement en résonance avec de nombreux autres thèmes et enjeux tels que l'accès aux droits, la jeunesse, les mobilités, le tourisme, la santé, les maisons intelligentes, le co-working, etc. mais aussi, de façon plus générale, autour de tout ce qui peut permettre au territoire de mieux intégrer les influences urbaines qui le traversent et en tirer parti. C'est notamment une des clés de l'adaptation de la base productive de son économie et de sa diversification.

- **Constat n°6 : l'accès aux services du quotidien :**

Au-delà du déploiement progressif des maisons de services au public (MSAP), les différents bassins de vie doivent s'adapter au retrait progressif d'un certain nombre de services publics, qui participaient à la diffusion de l'accès aux droits.

Les fonctions de proximité territoriale ont fréquemment besoin, pour atteindre un seuil de viabilité qui les rende pérennes, de prendre appui sur des centralités urbaines équipées, attractives et vivantes, qui tendent à une certaine polarisation de l'offre dans les plus importantes d'entre elles. Symétriquement, l'irrigation du territoire requiert une certaine répartition de ces fonctions dans un ensemble de centralités plus petites. Le réglage d'un ensemble très divers et complémentaire de leviers d'action à disposition pour orienter le fonctionnement des différents niveaux de centralités est donc au cœur de l'enjeu de la proximité pour la population et du maintien de la vie dans les bourgs, même les plus petits, dans le cadre complexe de la mise en œuvre de compétences imbriquées entre différents niveaux de collectivités.

